

# Beaucoup d'intentions, très peu de concret

Vu du côté du patronat (Chambre de commerce), des employés (Chambre des salariés) ou sous le regard d'un économiste (Nicolas Ries), les programmes des partis en lice pour le scrutin du 20 octobre semblent laisser sur la faim. Les idées ne manquent pas, contrairement aux propositions concrètes.

TEXTE JEAN-MICHEL GAUDRON

Photo: Chambre de commerce



**« Il n'y a rien de révolutionnaire, ce qui n'est pas non plus forcément une mauvaise chose. »**

**Carlo Thelen**  
(Chambre de commerce)

**P** rès de 600 pages (dont 164 pour le seul PiratenPartei, mais en grosse police de caractère...); des dizaines de chapitres couvrant tous les thèmes possibles et imaginables: les programmes des neuf partis politiques en lice dans le scrutin électoral de ce 20 octobre ne manquent pas de volume dans leur forme.

Pour ce qui est de la consistance quant au fond, les avis sont et seront forcément divergents, en fonction des affinités politiques des uns et des autres. Du «*Elo*» («*Maintenant*») de Déi Lénk jusqu'au «*Zesummen fir Lëtzebuerg*» («*Ensemble pour le Luxembourg*») du CSV, en passant par le «*Loscht op Muer*» («*Envie de demain*») du LSAP ou encore le «*Besser léisunge fir eist Land*» («*Les meilleures solutions pour notre pays*») du DP, les différents partis se sont affichés, d'abord en allemand, puis, les uns après les autres, en français (avec la prime de la rapidité à Déi Lénk).

«*Comparé à ceux de 2009, les programmes de cette année sont plus accentués, avec des positions plus affirmées*, constate Jean-Claude Reding, président de la Chambre des salariés. *Je trouve, par exemple, qu'entre le programme du CSV et celui du LSAP, il y a des divergences énormes, aussi bien sur le social que sur les questions institutionnelles ou l'économique.*»

«*Par rapport à l'élan de changement prôné par tous, mon avis est mitigé*, tempère Carlo Thelen, chef économiste de la Chambre de commerce. *Sur les grands sujets, je note certaines prises de conscience, de la part de tous les partis, qu'il faut vraiment changer la façon de voir les choses, sortir des sentiers battus et faire des nouvelles propositions. Mais il n'y a rien de révolutionnaire. Ce qui n'est pas non plus forcément une mauvaise chose!*»

## Manque de courage politique

L'une des grandes déceptions de M. Thelen réside dans le volet «*compétitivité*» de l'économie. La Chambre de commerce tire régulièrement le signal d'alarme, chiffres à l'appui. Les derniers datent du rapport établi par le World Economic Forum (WEF) qui classe le Luxembourg au 22<sup>e</sup> rang mondial des économies les plus compétitives parmi 148 pays.

«*On ne voit pas vraiment comment on pourrait rapidement changer les choses au vu de ces programmes*, regrette-t-il. *On ne voit pas comment les coûts de production, énergétiques ou du terrain pourraient baisser rapidement au cours de la prochaine législature et tendre vers un niveau proche de ce qui se passe chez les voisins. Nous sommes évidemment conscients que c'est un sujet délicat, sensible et impopulaire. C'est pour cela que l'on comprend pourquoi les partis ne se lancent pas en détail dessus. D'un autre côté, ce serait une bonne occasion de faire preuve de courage politique.*»

M. Thelen s'étonne également que personne ne se soit vraiment emparé de la thématique de l'indexation généralisée de

l'économie ou, plus précisément, des souhaits de désindexation d'un certain nombre de composantes économiques, prônée par les organisations patronales notamment. *« Nous savons aussi que si l'inflation est mieux maîtrisée, l'index ne fera plus de mal, car les tranches indiciaires seront plus espacées dans le temps. Seul un parti (Déi Gréng, ndlr) en parle vraiment. »*

Le volet des finances publiques est une autre source de frustration du chef économiste de la Chambre de commerce. *« Tout le monde est d'accord qu'il faut ramener l'équilibre, oui, mais il n'y a pas de proposition vraiment concrète. Certains évoquent des pistes pour changer l'architecture du budget, mais cela reste trop superficiel. Et certains de ces vœux coûteraient eux-mêmes de l'argent. Mais, là aussi, on entre dans un sujet indelicat et impopulaire. L'équation ambitieuse consiste à résoudre en parallèle la baisse des recettes de la TVA, l'augmentation des dépenses de la sécurité sociale, l'augmentation des besoins en infrastructures et l'abolition d'un milliard de déficit chaque année. »*

Jean-Claude Reding note également beaucoup plus de questions qu'il ne trouve de réponses sur cette thématique, rappelant tout de même qu'à l'échelle européenne, les finances publiques sont, au Luxembourg, plutôt saines. *« Certains, comme le CSV, prônent une hausse de la TVA. D'autres veulent 'mieux dépenser'. Mais comment le faire? Couper dans des subventions, oui, mais lesquelles? Quel peut-être l'impact d'une décision qui toucherait, par exemple, des subsides permettant d'aider des entreprises de mieux fonctionner? Vouloir tout informatiser et ne plus publier d'annonces légales que sur internet, d'accord, mais quelles seraient les conséquences sur le secteur des médias? J'ai beaucoup de doutes, voire de craintes, envers ceux qui souhaitent couper dans les dépenses. »*

Quant à la réforme fiscale que presque tous les partis souhaitent, M. Reding trouve qu'elle ne semble pas être vraiment bien préparée. *« Personne ne donne de chiffres! Or, comment entreprendre une réforme fiscale cohérente et compréhensible pour les citoyens si on ne sait pas qui va devoir payer quoi au final? Quelle progressivité de l'impôt? Comment traiter les revenus du capital par rapport aux revenus du travail? On ne sait même pas vraiment comment a évolué la structure fiscale depuis la dernière grande réforme de 1991. Il n'est pourtant pas impossible de procéder à un certain nombre de modélisations pour savoir ce qui se passe si on change tel ou tel point. »*

### **La réforme de la sécurité sociale « faiblement abordée »**

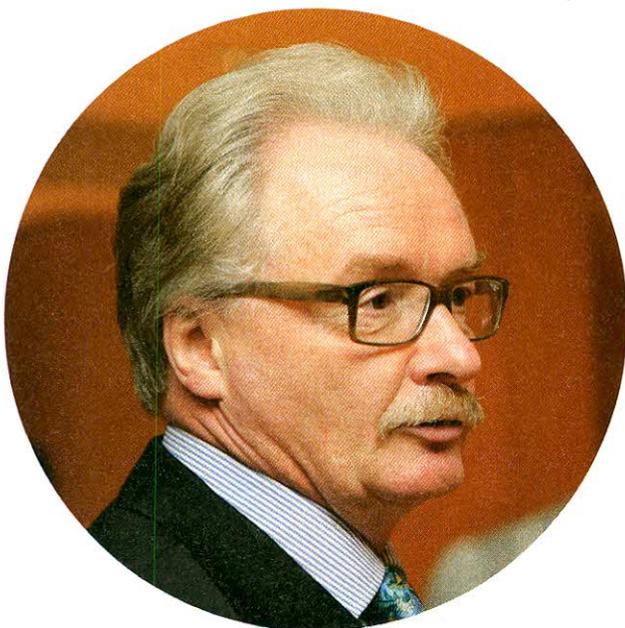
Carlo Thelen, lui aussi, constate qu'il y a « un peu de tout » en matière de propositions fiscales dans les différents programmes. Mais certaines pistes ne trouvent guère grâce à ses yeux, comme celles qui évoquent une réintroduction de l'impôt sur la fortune supprimé en 2006. *« Ce serait évidemment néfaste »,* prévient-il,



Photo: Archives paperJam

**« J'ai beaucoup de doutes, voire de craintes, envers ceux qui souhaitent couper dans les dépenses. »**

**Jean-Claude Reding**  
(Chambre des salariés)



## « Les propositions de programmes ressemblent plus à des lettres à Saint-Nicolas. »

**Nicolas J. Ries**  
(économiste)

préférant jouer sur « la stabilité et la prévisibilité. Augmenter les impôts doit vraiment constituer l'ultime recours si tous les autres efforts pour essayer d'équilibrer les finances publiques n'ont pas fonctionné. Mais dans ce cas, il s'agira de bien analyser lesquels des impôts pourraient être concernés, et surtout de faire en sorte que la TVA reste toujours la plus basse au niveau européen. »

Le volet social des différents programmes a évidemment intéressé au plus haut point Jean-Claude Reding, sans qu'il n'y trouve non plus des réponses vraiment satisfaisantes. « Dans une société où les gens ont peur de l'avenir, l'innovation ne fonctionne pas beaucoup. Le changement devra se faire avec les gens et non pas contre les gens. Nous insistons toujours sur le volet 'sécurisation de l'avenir' des citoyens, ce qui passe par une bonne protection sociale et par une politique de l'emploi qui fait que l'on ne reste pas longtemps au chômage et que les transitions sont courtes. Il y a très peu de programmes où je retrouve des propositions claires sur ce point-là. Il y a beaucoup de déclarations d'intention, mais peu de concret. »

Il en va de même, aux yeux du président de la Chambre des salariés, avec la réforme de la sécurité sociale « qui n'est que faiblement abordée », ou sur l'emploi en général, pour lequel il estime que « les propositions sont faibles et beaucoup n'apporteront pas grand-chose ». Et de regretter, par exemple, que le débat sur la situation des salariés en cas de faillite d'une entreprise n'est pas vraiment abordé non plus. Du reste, à ses yeux, la première démarche du prochain gouvernement devra être d'aborder la question de la protection de l'emploi et d'engager « une réforme nécessaire de la politique de maintien dans l'emploi ».

### Absence d'analyse de base

La « faiblesse » du contenu des programmes est également mise en avant par l'économiste Nicolas J. Ries, pour qui le problème majeur de ces programmes réside surtout dans « tout ce qui n'y figure pas ». « Il y a un défaut d'approche généralisé, estime-t-il. La base et l'analyse au départ sont manquantes, concernant l'état de la nation et la situation générale, la stratégie de la nation et du pays et les moyens à mettre en œuvre pour arriver à implémenter cette stratégie. Ces programmes électoraux confirment l'approche d'une gestion aveugle, la nuit dans le brouillard, qui n'est pas pour inspirer confiance. Cela ne peut que conforter le doute général et la peur de l'avenir qui va croissant dans le pays. »

Dans un pays qu'il estime « en faillite si on applique des critères comptables standards » et dans lequel « les administrations, et non pas le parlement, décident de tout », il aurait aimé voir des propositions plus simples concernant la modernisation de l'État, des pistes allant dans le sens de la création d'une « quadripartite » qui regrouperait gouvernement, populations locale et étrangère, investisseurs et dirigeants, très largement étrangers; ou encore des mesures rendant obligatoire le maintien dans la compétence, pour employés et employeurs, par l'introduction de temps et crédits de formations sur un axe temps d'une vie de travail, assortis d'une déductibilité des frais de formation du montant des impôts à payer.

« À l'instar des textes de 5vir12 ou de 2030.lu, les propositions de programmes ressemblent plus à des lettres à Saint-Nicolas qu'à des programmes solides susceptibles d'apporter des solutions soutenables », regrette-t-il, craignant que les élections ne changent rien à la situation actuelle, « ce qui serait bien dommage pour les générations futures qui vont devoir payer la note ». ●○●